

Gestion de projets

Devoir Gestion de projets n°1.

PLAZENET Marie-Amélie
Master 2 PSAPI-OIONG
Semestre N°1

Avant propos :

La présentation et la mise en page du devoir étant libre, j'ai décidé de présenter mon ONG sous la forme « d'une plaquette » destinée au public ou au Conseil d'Administration. J'ai trouvé que cette forme, notamment avec l'utilisation du pronom « Nous », rendait la présentation de mon organisme à la fois plus agréable pour le lecteur et me permettait également d'être plus impliquée dans mon projet en tant que réel acteur et coordinateur.

Au niveau du diagnostic et des acteurs, j'ai élaboré plusieurs tableaux qui m'ont permis de construire le DBR et d'identifier mes principaux partenaires. J'ai pris soin de les joindre en annexes de mon devoir.

Table des matières

PARTIE N°1 : La Fondation	2
I°) Le Fondateur.....	2
II°) La Fondation	2
PARTIE N°2 : Le choix du pays et du thème de mission.....	7
I°) Pourquoi intervenir sur le thème de l'éducation au Cambodge ?	7
III°) La stratégie de notre fondation en matière d'éducation des enfants des rues.....	9
PARTIE N°3 : Le diagnostic et notre projet	10
I°) La collecte de données	10
II°) Le diagnostic DBR.....	10
III°) Les acteurs en présence.....	12
Annexes Dossier.....	14

SOURCES :

- http://genre.francophonie.org/IMG/pdf/Cambodge_Rapport_LICADHO.pdf (rapport)
- http://www.aide-et-action.org/sharingwishes2009/e_upload/pdf/projet_prescolarisation-enfants-rues_cambodge20082009.pdf (rapport)
- <http://www.acpe-asso.org/>
- http://www.sipar.org/index.php?smap_node_id=3
- <http://www.aesai-sea.org/fr/index.php>
- <http://www.fao.org/docrep/w8016f/w8016f01.htm>
- <http://www.afesip.org/>

PARTIE N°1 : La Fondation

I°) Le Fondateur

En 1990, Vincent Destranges, homme de conviction et de cœur, crée l'association « **Un monde à saisir** » qui deviendra quelques années plus tard une fondation et sera reconnue d'utilité publique en 1993.

Vincent Destranges, a consacré une grande partie de sa vie entre les grandes capitales mondiales afin de faire prospérer son Entreprise. En 1980, lors d'un voyage d'affaire en Thaïlande, il se passionne pour ce pays et rencontre celle qui sera un an plus tard sa future femme. Elle lui fait découvrir les côtés sombres du pays, notamment le nombre important d'enfants dans les rues de Bangkok et le manque de moyens et de financements injectés dans l'éducation et l'aide aux enfants en détresse.

Exigeant, passionné, parfois provocant, bousculant les uns et les autres, pour que les choses aillent plus vite, il décide alors de s'engager pour la promotion de l'éducation de ces enfants qui sont privés du bien le plus précieux : celui de saisir le monde qui les entoure. Il va alors créer en 1990 l'association afin de promouvoir par le biais « d'actions cibles », toutes les formes d'éducation possibles pour rendre accessible le savoir aux enfants qui ne peuvent pas d'eux-mêmes se rendre à l'école.

En 1992, soucieux de pérenniser l'action engagée, avec le soutien de son épouse particulièrement impliquée sur le terrain, il transforme l'association en fondation qu'ils dotent d'un patrimoine et de ressources propres. Cet homme de cœur et de progrès, reste aujourd'hui encore très actif afin de combattre une société qu'il juge impitoyable envers les plus faibles.

II°) La Fondation

Le siège de notre fondation se trouve dans le 5ème arrondissement de Paris. En effet, notre fondateur ayant fait ses études à la Sorbonne, il souhaita installer le siège d' « Un monde à saisir » près d'un « lieu d'innovations, de bouillonnements et de révolutions intellectuels ». Notre fondation dispose également d'une antenne à Genève et à Bangkok.

A) L'aspect législatif et organisationnel

1°) Pourquoi une fondation ?

Le statut de notre fondation est régi par la loi n°87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat qui prévoit et organise notre fonctionnement. Elle est définie comme « *l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif* ». Il s'agit d'un engagement financier irrévocable de notre fondateur en vue de réaliser une œuvre d'intérêt général à but non lucratif. Le statut de fondation a permis à notre fondateur de nous doter en patrimoine afin qu' « Un monde à saisir » ne manque jamais de ressources pour aider les plus démunis.

2°) 1993, notre reconnaissance d'utilité publique

Pour être reconnue d'utilité publique (RUP) notre fondation a dû faire face à une procédure extrêmement exigeante de la part de l'Etat Français, dans la mesure où ce dernier doit vérifier le réel caractère d'intérêt général du but de la fondation. Nous avons donc fait ressortir l'originalité de notre fondation et l'intérêt général de nos objectifs, les moyens financiers à la disposition de notre institution.

La RUP a permis à notre fondation de recevoir des subventions publiques et privées, des dons et legs et de faire appel à votre générosité par le biais de manifestations.

3°) Notre gouvernance

La Fondation « Un monde à saisir » est régie par un certain nombre de règles qui s'inscrivent dans un mode de gouvernance favorisant une gestion efficace, conforme à l'objet social, tout en étant attentifs à la bonne prise en compte des attentes et des intérêts des parties prenantes de l'organisation. Elle repose donc sur la transparence, pour rendre compte des actions conduites et de l'emploi des fonds de la fondation mais également sur la collégialité dans la prise de décision.

Notre fondation est ainsi composée :

- d'un Conseil d'Administration qui joue un rôle essentiel dans la définition de la stratégie et dans le contrôle de la mise en œuvre des objectifs de l'organisation. Il se compose de membres qui sont soumis à renouvellement régulier. Par ailleurs, nos statuts prévoient qu'un représentant de l'État siégera au Conseil d'administration de la fondation
- de deux comités d'experts composés de professionnels bénévoles chargés de conseiller, aux côtés de l'équipe salariée, le Conseil d'administration dans les différents domaines d'activité.
- Une équipe de salariés chargée de faire des propositions et de mettre en œuvre les décisions du Conseil d'administration. La Fondation « Un monde à saisir » rassemble aujourd'hui plus de 300 salariés dont 200 enseignants, éducateurs et psychologues, répartis dans tous les pays d'actions.

De plus notre fondation est particulièrement attachée au respect du droit du travail, c'est pourquoi nous essayons tant que possible de favoriser les CDI, la mixité à l'embauche, notamment celle de personnes en situation de handicap. Ainsi, au sein de notre Siège tous les emplois sont des CDI et nos stagiaires sont rémunérés selon les lois Françaises.

4°) Notre budget

Malgré un environnement économique défavorable, les donateurs restent fidèles et les financements institutionnels progressent. La fondation est cependant vigilante car l'incertitude économique reste la règle à l'échelle internationale. C'est pourquoi nous tentons de préserver notre sécurité financière par le biais d'autres ressources.

Recettes		Dépenses	
Collecte dont	3 500 000	Mission sur le Terrain dont :	13 326 290
• Dons et Mécénat • Générosité publique		• Missions d'éducatons • Missions de scolarisation • Missions de construction • Missions de promotion de l'art	
Subventions dont :	5 678 000	Études et Recherches	452 000
• Financements institutionnels d'origine publique • Financements par les organisations internationales • Financements de l'Union Européenne		Communication dont campagnes publicitaires	670 600
		Administration	873 432
Patrimoine dont :	6 350 000	Investissement	205 678
• Placement financier • Immobilier			
TOTAL : 15 528 000 euros		TOTAL : 15 528 000 euros	

Notre fondation procède le plus régulièrement possible à des contrôles, qu'ils soient internes (contrôle de gestion, des comptes ou de bien-être au travail de nos salariés...) ou qu'ils soient externes par le biais de l'intervention des corps d'inspection Français.

B) Nos actions sur le terrain

Depuis 20 ans, notre fondation a parcouru du chemin et a su apprendre de ses différentes expériences. Tout d'abord, nos missions ne se limitent plus à une seule zone géographique mais se développent dans tous les pays de la péninsule Indochinoise.

De plus, grâce à vos dons et à votre soutien, nous accueillons et prenons en charge chaque année, plus de 4000 enfants et jeunes, que se soit dans les écoles ou dans les centres de réinsertion.

Parmi les nombreuses actions que nous avons menées, nous avons décidé de vous en présenter deux car elle traduisent :

- l'état d'esprit dans lequel nous travaillons
- ce que nous essayons d'apporter en matière d'éducation
- les partenariats que nous avons avec d'autres associations.

1°) La scolarisation des enfants handicapés sourds et aveugles en Thaïlande

Le handicap revêt plusieurs formes. Il peut être physique ou mental. Déjà dans nos sociétés occidentales le handicap n'est pas toujours accepté et nombreux sont les handicapés qui rencontrent des difficultés, pour se déplacer, pour être scolarisés, plus globalement pour accéder à toutes ses petites choses qui nous semblent anodines. En Thaïlande, les enfants handicapés sont considérés comme des fardeaux pour leurs familles, qui ont honte d'eux. Ils sont enfermés dans la maison ou abandonnés dans les rues de la capitale, contraint à la mendicité.

Parmi ces enfants handicapés, on compte entre 10 000 à 20 000 enfants sourds ou aveugles. À peine 8% d'entre eux sont scolarisés. En effet, selon la conception bouddhiste, tout handicap mental ou physique résulte d'un mauvais karma, dû aux mauvaises actions dans une vie antérieure. Ainsi la personnes handicapée doit souffrir dans sa vie actuelle afin de purifier son karma pour ses vies futures. Cependant, comme les autres enfants, ils ont le droit d'apprendre et de s'épanouir.

L'aspect le plus important pour notre fondation est de refuser la discrimination grâce à l'éducation. Le handicap n'est en effet, ni une condamnation ni une fatalité, « Un monde à saisir » à choisi de travailler à la fois avec le gouvernement Thaïlandais mais également avec les populations pour faire évoluer les mentalités.



Après la construction de deux écoles et la formation de douze professeurs en braille et en langue des signes, notre fondation souhaiterait construire un maillage scolaire performant pour les enfants sourds et aveugles. Qu'il soit ou non intégrer au système scolaire national, ce système permettra de guider l'enfant sur la voie de l'épanouissement mais dans le respect de ses traditions et de son environnement.

Nos partenaires :

- Handicap International qui nous aide pour la formation des professeurs et pour des questions de logistique.
<http://www.handicap-international.org/>
- L'association Krousar Thmey qui travaille au Cambodge sur une mission similaire et qui nous fait part de son expérience.
<http://www.krousar-thmey.org/>

2°) MUMO visite du pays !

Cette action menée en 2009, en étroite collaboration avec MUMO (musée mobile) nous a permis de rendre accessible l'art contemporain à des enfants de nos écoles au Vietnam et en Thaïlande. Le MUMO est allé à la rencontre des enfants en parcourant les routes, parfois chaotiques, de ces pays.



Ce projet est né de la conviction que l'art est un outil de partage et d'ouverture susceptible d'abolir les frontières et de transformer notre vision du monde. Le format « containers » du musée a permis de le faire voyager facilement par bateau avant de le charger sur un camion pour remplir à bien sa mission. Parvenu à destination il se transforme en un musée, ouvrant sur quatre espaces distincts, chacun plongeant les enfants dans un univers différent : peinture, sculpture, installation, vidéo, design, etc.



« On ne connaît pas les besoins d'un enfant dans les bidonvilles mais on sait que leur culture a besoin d'une certaine forme d'art. Donc faites de l'art, apportez-leur, montrez-leur mais ne leur dites pas ce qu'ils doivent faire avec. »

Lawrence WEINER

Le MUMO ayant déjà voyagé en Afrique, l'organisation du transport fut assez simple. Le plus difficile fut de rendre accessible les activités aux enfants Vietnamiens et Thaïlandais. Pour cela, « Un monde à saisir » a fait appel à ses professeurs et traducteurs, déjà présents dans les pays pour des missions de long terme, pour traduire les supports et les activités dans la langue maternelle des enfants. Ils étaient également présents pour répondre à toutes leurs interrogations. Plus globalement les enfants ont produit des travaux et des dessins lors des cours afin de rendre compte de leur visite et de laisser libre cours à leur imagination.

<http://www.musee-mobile.fr/index.html>



PARTIE N°2 : Le choix du pays et du thème de mission

Depuis une dizaine d'années, le Cambodge est confronté à un nombre croissant d'enfants vivant et/ou travaillant dans les rues. Ils sont plus de 40 000 aujourd'hui, avec ou sans famille, confrontés à tous les dangers : drogues, prostitution, exploitation et abus divers. Le nombre croissant des ONG qui viennent en aide à ses enfants en est la preuve.

I°) Pourquoi intervenir sur le thème de l'éducation au Cambodge ?

Tout d'abord, il faut être conscient que le Cambodge est un pays où la présence de l'État est relativement faible en matière de protection sociale et d'éducation. L'action des ONGs est donc primordiale pour le développement du pays. Pour répondre à la question posée, nous regarderons quels ont été les impacts du régime de Pol Pot sur la situation que connaît actuellement le pays.

A) Le Cambodge entre pauvreté et capitalisme débridé

Plus de deux décennies de guerre ont profondément marqué le pays, non seulement en l'appauvrissant, mais en mettant à terre son capital humain. Le Cambodge garde aujourd'hui un fort taux de pauvreté, même s'il est en recul (de 45 à 32 % sur 10 ans) et surtout, en dépit de signes économiques positifs, il connaît une forte augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine.

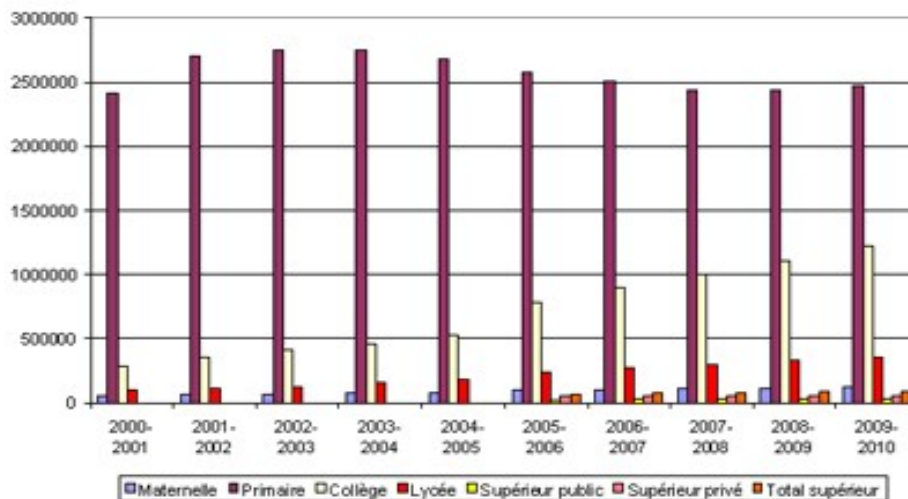
Malgré une très bonne croissance économique (près de 10 % en 2010 et le choix d'une politique économique d'ouverture radicale, avec une adhésion à l'OMC, et des politiques très libérales en matière de mouvements de capitaux) le Cambodge reste en effet un pays marqué par de profondes inégalités. La croissance de ces dernières années n'a eu que peu d'impact sur la pauvreté et la disparité s'est même plutôt accentuée entre la zone urbaine de Phnom Penh. Les campagnes manquent encore de tout. Au cours des quinze dernières années, la pauvreté n'a baissé que d'un pour cent par an alors que le revenu national a augmenté de presque dix pour cent. Ce faible lien entre croissance et pauvreté entraîne pour conséquence une augmentation alarmante des inégalités. D'après les chiffres de la Banque Mondiale, en 2004, 35 % de la population vivait encore en dessous du seuil de pauvreté et 20 % de la population souffrait de malnutrition.

B) Un système éducatif bancal

Le système éducatif cambodgien a évolué au rythme des changements politiques et socio-économiques du pays. Avant 1975 les restes politiques du protectorat français, font que le Cambodge calquera son système éducatif sur celui de la France, tant pour les 13 ans d'enseignement général que pour l'organisation universitaire.

Puis, l'histoire récente du pays, profondément marquée par le traumatisme du régime de terreur instauré par Pol Pot dans les années 1970 et par les années d'horreur qui ont suivi, a presque effacé le mot « éducation » du Khmer. Sans son "élite intellectuelle", exilée ou décimée par les Khmers Rouges, c'est toute une génération de cambodgiens qui a été privée à la fois de la transmission du savoir de ses aînés et d'éducation scolaire.

Aujourd'hui, 85% des cambodgiens de plus de 25 ans n'ont pas dépassé ou même terminé le niveau de l'école primaire. Environ 36% des enfants de 7 à 14 ans ne sont pas scolarisés et sont analphabètes. Seuls 4% ont un diplôme du secondaire et seulement 0,8% ont fait des études supérieures. La majorité des familles vit dans la pauvreté et exerce des métiers précaires qui permettent à peine de survivre et de nourrir les enfants au quotidien. Dans ce contexte, les enfants sont souvent une main d'œuvre précieuse et les envoyer à l'école représente un manque à gagner conséquent pour la famille.



Effectif totaux des élèves et étudiants de 2000 à 2010 (source MAEE)

Le gouvernement consacre seulement 1,6% de son PIB pour financer le système d'éducation contre 6,6% pour la France. De plus, l'école est normalement gratuite mais le salaire moyen des professeurs étant de 25\$, il ne leur permet pas de vivre décemment. Ceux-ci demandent donc une contribution financière journalière à leur élèves et assurent des cours privés qu'ils est difficile d'éviter si l'on veut pourvoir suivre le programme normalement. De plus, contrairement aux pays occidentaux, le métier de professeur n'est pas socialement valorisé et le système éducatif manque cruellement d'enseignants ou d'enseignants qualifiés

Enfin, les écoles primaires sont extrêmement surchargées à un point tel que de nombreuses classes comptent plus de 100 élèves. La conséquence est que le cycle d'enseignement primaire normalement prévu pour cinq ans, dure en moyenne dix ans en raison des redoublements.

C) Une très forte discrimination envers les femmes

Malgré la nouvelle Constitution du 21 septembre 1993, qui consacre l'égalité des sexes, et la mise en place d'institutions chargées spécifiquement de la promotion de la femme, le gouvernement cambodgien a encore de nombreux défis à relever pour protéger les femmes des violences qu'elles subissent. Elle énonce dans les articles 31 à 36, les droits et devoirs des "*citoyens khmers des deux sexes*". Les femmes et les hommes jouissent donc, en principe, des mêmes droits.

Pourtant, Les Cambodgiennes souffrent encore de discriminations à cause de leur manque d'instruction et de connaissance de leurs droits, mais surtout du fait des stéréotypes véhiculés par le code de conduite de la femme, appelé "**Chbab Srey**". Ce code pèse lourdement sur les mentalités et rend difficile toute application des mesures politiques en faveur des femmes, en particulier en zones rurales. Les experts ont également relevé l'absence d'une définition claire de la notion de "discrimination à l'égard des femmes" dans la Constitution cambodgienne et l'absence de dispositions dans le droit pénal définissant les infractions dont sont victimes les femmes.

Des recherches menées par la ligue cambodgienne de défense et de promotion des droits humains (LICADHO) montre que nombre de viols et de violences domestiques est en constante augmentation. Malheureusement il s'agit de la partie émergée de l'iceberg, puisque de nombreux viols ne sont pas rapportés en raison de la honte, de la peur et de la culpabilité des victimes. De plus, les femmes qui décident de porter plainte ont peu de chance de voir celle-ci aboutir.

La LICADHO a rapporté le nombre de viols et attentats à la pudeur tout âges confondus en 2002-2003, ainsi que les agressions sexuelles selon l'âge.

Année	Cas reportés	Nombre de plaintes ayant aboutis à un procès
2002	179	71
2003	177	5

Ages des filles victimes de violences sexuelles	2002	2003
< 18	87,6%	77,8%
< 12	40,6%	41,1%
< 5	6,4%	8,7%

Sources : Rape and Indecent Assault (LICADHO Briefing Report, Phnom-Penh Mars 2004)

D) Les enfants des rues au Cambodge

A Phnom Penh, dans la capitale Cambodgienne, plus de 40 000 enfants vivent dans les rues, livrés à eux-mêmes. Ils sont souvent victimes de trafic en tout genre, d'abus de drogues, de prostitution et de violence. Sans éducation et souvent illettrés, ils n'ont aucun espoir de s'en sortir. Comme nous l'avons expliqué plus haut, le système éducatif étant peu et mal développé, il n'est pas rare que les parents préfèrent utiliser leur enfants comme main d'œuvre. Parfois, profitant de la naïveté des parents pauvres, des trafiquants achètent les enfants pour une bouchée de pain.

Cependant, il est important de préciser que ce que l'on appelle « enfant des rues » n'est pas une population homogène et comprend des enfants de tous âges, et des deux sexes. Leur venir en aide est donc complexe et notre fondation doit prendre en compte à la fois l'aspect matériel mais doit également agir de manière concrète avec leur famille et avec les autorités locales.

III°) La stratégie de notre fondation en matière d'éducation des enfants des rues

Notre ambition de nous étendre au Cambodge fait partie d'une stratégie globale. Pour nous, il s'agit avant tout de parvenir à développer nos activités dans tous les pays de la péninsule Indochinoise. Notre choix, pour cet appel à projet, s'est également basé sur un constat dressé par une de nos équipes d'experts, concernant le tourisme sexuel. Nous détaillerons cet aspect lors de notre diagnostic. De plus le Cambodge a attiré notre attention de part son histoire mais également du fait de ses particularités culturelles.

Plus globalement nous tentons dans nos actions de prendre en compte des spécificités propres à la vie dans la rue afin d'adapter au mieux nos programmes d'aide. Par exemple, bien qu'elle soit difficile pour les enfants, la vie dans la rue leur offre une illusion de liberté, sans règle et sans autorité parentale. Il faut donc leur réapprendre les règles de vie en communauté, de participation aux tâches ménagères... car l'éducation ne se limite pas aux seuls savoirs présents dans les livres mais à l'apprentissage de la vie en société.

Longtemps déscolarisés, les enfants ont parfois du mal à se concentrer toute la journée. C'est pourquoi nous proposons des heures d'éducation sur les matières principales du programme scolaire mais également des activités manuelles et artistiques comme la lecture de contes, des ateliers poteries...

PARTIE N°3 : Le diagnostic et notre projet

Le choix de notre mission au Cambodge s'est fait en deux temps. Tout d'abord nos équipes en Thaïlande ont constaté que de plus en plus d'enfants recueillis dans nos centres et nos écoles sont en réalité des enfants Cambodgiens et plus particulièrement des petits Cambodgiennes arrachées à leur familles par des trafiquants.

Partant de ce constat, nous avons décidé d'envoyer une équipe d'experts au Cambodge pour dresser une photographie précise de la situation afin de savoir si notre fondation a matière à agir. Nos équipes en Thaïlande doivent également recueillir des témoignages et des données que nous intégrerons au rapport final afin de voir s'il existe réellement un trafic d'enfants.

I°) La collecte de données

Nous avons procédé à une collecte de données sur deux niveaux :

- une collecte à travers les différents rapports et statistiques d'instituts tels que le rapport de l'ACEP sur les enfants prostitués ou abusés sexuellement, des rapports nationaux mais également des rapports d'organisations internationales (UNICEF et PNUD).
- une collecte sur le terrain avec une équipe composée d'un sociologue, d'une pédopsychiatre, de deux experts de Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant, une experte en économie du développement, une journaliste d'investigation, deux interprètes, deux travailleurs sociaux et deux enseignantes en sciences sociales.

Nous avons souhaité composer notre équipe d'individus pluridisciplinaires. Nous avons aussi souhaité que le recueil d'informations soit fait sous des optiques différentes et selon des méthodes flexibles.

II°) Le diagnostic DBR

A) Le problème

Après avoir fait notre diagnostic DBR (Cf **Annexe N°1**) nous avons été confronté à un problème particulier que nous détaillons ci-dessous :

Il est donc difficile pour ces jeunes filles-mères de 10 à 17 ans, issues de la prostitution et vivant dans la capitale Cambodgienne, de savoir comment s'occuper d'un nouveau-né mais également de poursuivre une scolarité secondaire, billet nécessaire pour un emploi décent et pour la construction de leur futur foyer.

B) Détail de notre public cible

Compte tenu de la pauvreté du pays, le trafic d'êtres humains et la prostitution se développent dans la capital Phnom Penh. Des trafiquants profitent de la naïveté des personnes pauvres, vivant dans les zones rurales, pour emmener leurs filles dans la capitale du Cambodge contre une faible somme d'argent. Ils font miroiter aux familles un emploi bien rémunéré dans une usine ou comme serveuse dans un restaurant mais c'est rarement la réalité qui les attend. Il faut être conscient que le Cambodge est une plaque tournante importante de la prostitution, grâce à sa position géographique. Il s'agit d'une destination de choix des pédocriminels, c'est-à-dire des touristes sexuels prostitueurs d'enfants. Selon différentes sources, entre 20 et 35% des personnes prostituées du Cambodge ont moins de 17 ans. Encouragés par la croissance rapide de la demande touristique dans la région du Mékong (composée du Cambodge, du Yunnan, de la Thaïlande et du Vietnam) les trafiquants fournissent l'industrie de la prostitution en jeunes femmes et en fillettes.

Les “**filles perdues**” (**srey khoch**) entre 10 et 17 ans sont donc forcées à de prostituer dans les bars à massage, dans des karaokés ou dans des maisons closes où elles passent le plus clair de leur temps.

Les moyens de contraception étant peu utilisés et le viol étant monnaie courante, il arrive souvent que ces jeunes filles tombent enceintes. Elles sont alors jetées dans les rues, n'ayant plus de valeur aux yeux de leur proxénète ou de leur **mère-maquereille (mama-san)** et étant salies aux yeux de leur famille. Livrées à elles-mêmes dans les rues Cambodgiennes, elles sont sans perspective d'emploi du fait de leur faible niveau scolaire. Celles qui accouchent dans la rue sont parfois contraintes de tuer leur enfant ne sachant comment l'élever et n'ayant pas les moyens de le faire.

C) Notre mission

A travers cette action nous voulons aider les jeunes filles-mères, à sortir de cet univers en leur permettant :

- d'accoucher dans des conditions décentes
- d'apprendre les gestes essentiels pour les soins du nouveau-né
- d'accepter cet enfant
- apporter un soutien psychologique
- améliorer le taux de scolarisation et d'achèvement de l'éducation secondaire des jeunes filles-mères
- de reprendre une scolarité mais également pour les plus âgées de se réinsérer par le biais de l'apprentissage d'un métier
- la prise en charge de la pré-scolarisation des enfants des jeunes filles

Nous souhaitons également travailler avec la police afin de limiter les situations de quasi-impunité et de permettre une meilleure prise en charge des plaintes déposées. Plus globalement, il s'agit pour nous de développer l'implication de la communauté dans l'éducation des enfants mais également d'établir un réseau intellectuel composé par les ONGs, les universités, les gouvernements pour :

- partager l'expérience,
- de trouver la nouvelle stratégie d'alphabétisation des femmes
- et de sensibiliser la population à travers des ateliers.

La fondation souhaite donc construire une école pour les jeunes filles de 10 à 17 ans, une école « d'ateliers pratiques » pour se préparer à un métier. Le pré-scolarisation des enfants des jeunes filles sera prise en charge par l'un de nos partenaires qui dispose déjà des infrastructures et du personnel adapté.

Le plus important pour la fondation n'est pas seulement de donner une éducation aux jeunes filles mais surtout d'apporter un soutien psychologique qui leur permettra d'accepter l'enfant et de commencer leur reconstruction. Pour cela elles auront à disposition une équipe de psychologues et des séances de « thérapie » collective. Des puéricultrices et des infirmières seront là pour les aider au mieux dans leur arrivée prématurée dans la vie de maman. Dans cette optique, nous envisageons de construire un centre de soins avec du matériel médical de première nécessité et du matériel pour les exercices prénataux. Concernant l'accouchement, les jeunes filles seront prises en charge par des médecins qualifiés d'un hôpital Cambodgien.

Nous aiderons les jeunes filles dans les démarches administratives qu'elle souhaitent entreprendre pour reprendre contact avec leur famille.

III°) Les acteurs en présence

A) Les acteurs concernés et leur fonctions et les partenaires clefs du projet

Pour mener à bien ce projet, nous souhaitons travailler avec plusieurs partenaires. Afin de les identifier nous avons procédé à une évaluation sous la forme de tableau présent en **Annexe N°2**.

Après étude, nous avons pu identifier deux types de partenariat :

- le partenariat d'action
- et le partenariat de suivi

1°) Le partenariat d'action

Ces partenaires sont incontournables pour notre action soit en la rendant possible soit en apportant un financement ou encore en facilitant notre implantation. Ils permettront l'efficacité du projet.

Tout d'abord, la mission ne peut pas aboutir sans le soutien de **gouvernement Cambodgien** qui dispose d'un pouvoir décisionnel important, permettant ainsi de faire avancer la législation pénale en matière de protection de femmes et contre la prostitution. Depuis les années 1990 où la corruption y était endémique et touchait presque tout les échelons de l'Etat, les choses ont changé et l'État Cambodgien a pris conscience que la prostitution est un véritable fléau et un frein à la croissance et à la crédibilité du pays au niveau international. Il s'engage donc à faciliter toutes nos démarches administratives pour notre implantation dans le pays.

De notre côté, nous étudierons avec eux les possibilités de prêts à taux zéro afin de financer la construction de nos bâtiments. Nous voulons également développer avec le gouvernement une grande formation nationale pour que les agents de police soient formés pour recevoir les plaintes des jeunes filles victimes de violences sexuelles. Une campagne d'éducation publique est aussi prévue et doit être conduite à travers le pays pour que les femmes prennent conscience de l'existence de lois les protégeant.

Un de nos objectifs étant d'aider les jeunes filles à accoucher dans des conditions décentes, il nous fallait absolument trouver un hôpital qui veuille bien les accueillir. Parmi tous ceux de la capitale nous souhaitons travailler avec **l'Hôpital de la Calmette** pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il dispose des services hospitaliers très modernes en gynécologie et maternité. De plus, une grande partie du personnel a été formé en France ou par des médecins français ce qui garantit une qualité des soins et une meilleure communication avec notre personnel. Enfin, la dernière des raisons est purement pratique. En effet, ce complexe hospitalier est situé près de l'Ambassade de France ce qui permettra à nos équipes rendant visite aux jeunes filles, de régler les problèmes administratifs de l'association ou personnels en un seul voyage, permettant ainsi de gagner du temps et d'en consacrer plus à nos bénéficiaires.

Enfin nous souhaitons travailler avec l'association **AFESIP (Agir pour les femmes en situation précaire)**. Celle-ci vient en aide à des milliers de fillettes et de jeunes femmes prostituées et tente de leur offrir des opportunités pour construire leur futur. Cette association peut énormément nous apporter et nous aider dans notre action puisqu'elle est déjà implantée au Cambodge depuis 1997 et que la fondatrice est une des victimes de ces réseaux mafieux. Le but de notre coopération est le partage d'expériences et de leur savoir faire.

Concernant le financement, nous avons déjà contacté le **PNUD** pour faire une demande auprès du **Fonds d'Affectation Spéciale Thématique pour l'Égalité des Sexes** mais aussi auprès de **l'UNICEF**.

2°) Le partenariat de suivi

Pour notre fondation, il est important de pouvoir compter sur des partenaires qui partagent de près ou de loin notre combat pour l'éducation et qui le développe sur la base d'une philosophie proche. Ce partenariat de suivi doit nous permettre de rendre viable notre action sur le long terme.

Lors de notre étude sur les potentiels partenaires, nous avons l'embarras du choix. Cependant certaines associations nous ont semblé moins indispensables que d'autres ou manquant de légitimité.

Pour atteindre la fin du niveau secondaire, nos jeunes filles-mères auront besoin d'au moins 7 ans d'école selon leur âge d'arrivée dans le centre (**Cf Annexe N°3**). Leurs enfants auront donc eux aussi besoin d'une éducation. Sur ce point, la fondation travaillera avec **Aide et Action** qui dispose déjà d'écoles maternelles et d'une expérience dans le domaine de la pré-éducation. Dès que les enfants auront l'âge d'être scolarisés nous les confierons aux écoles maternelles de l'association.

Enfin, il nous est apparu évident de travailler avec une association de lutte contre la prostitution des enfants. Parmi toutes celles qui s'offraient à nous, nous avons choisi **L'Association Contre la Prostitution des Enfants (ACPE)** en raison de son ancienneté et de son professionnalisme. Nous consulterons l'association pour des conseils juridiques afin de faire aboutir au mieux les plaintes de nos jeunes filles. De notre côté, nous pourrons les aider dans leur lutte en les informant de l'évolution de la situation de la prostitution des enfants au Cambodge, grâce aux témoignages et à nos impressions sur place.

B) Les adversaires

Dans la construction de ce projet nos adversaires sont au nombre de trois (**Annexe N°4**). Tout d'abord, l'adversaire le plus difficile à combattre sera certainement le réseau mafieux de prostitution. Celui-ci comprend entre autres les trafiquants qui « enlèvent » les fillettes et les responsables d'établissements destinés à la prostitution. Cette mafia pose plusieurs difficultés. Tout d'abord certains responsables de ce trafic sont (non-officiellement) infiltrés dans les hautes sphères administratives ou politiques et peuvent entraver notre implantation et notre travail par le freinage des procédures et le blocage des lois. Il faut être conscient que cette traite est une vraie manne. De plus, les trafiquant de jeunes filles sont en mouvements dans tout le pays ce qui rend difficile leur traque et donc leur traduction devant la justice. C'est pourquoi il est important pour nous d'avoir le soutien du gouvernement mais également de la police notamment pour protéger notre personnel des menaces, des repréailles et pour lutter contre les raids des proxénètes pour récupérer les jeunes femmes libérées.

Ensuite, la coutume Cambodgienne joue contre le statut des femmes dans ce pays. En effet, le code de conduite de la femme, appelé "**Chbab Srey**", pèse lourdement sur les mentalités et rend difficile toute application des mesures politiques en faveur des femmes et des petites filles. De plus, les experts ont également relevé l'absence d'une définition claire de la notion de "discrimination à l'égard des femmes" dans la Constitution cambodgienne et l'absence de dispositions dans le droit pénal définissant les infractions dont sont victimes les femmes. En la matière, notre stratégie sera de faire pression sur le gouvernement pour accélérer le dépôt de propositions de lois afin de faire changer les mentalités.

Enfin, le « troisième adversaire » serait en quelque sorte le gouvernement Cambodgien en investissant seulement de 1,6% du PIB en matière d'éducation et en cautionnant (parfois) les agissements des proxénètes. En effet, il n'est pas rare qu'un riche bureaucrate entretienne une jeune prostituée. D'autre part, les trafiquants et les proxénètes inquiétés ne font guère plus de six mois de prison ce qui peut décourager les jeunes femmes à porter plainte. Enfin, l'industrie du sexe est encore un élément significatif du « développement économique » du pays avec 12% du PIB en 2000.

Annexes Dossier

ANNEXES

ANNEXE N° 1 : La grille synthétique diagnostic DBR

Suite à notre collecte d'information nous avons établie une grille synthétique permettant de voir rapidement les problèmes auxquels nous sommes confrontés

Les demandes vécues par les acteurs locaux et la population cible	Les besoins observés par les professionnels	Les savoir-faire existants localement	Les problèmes pouvant donner lieu à un projet.
Pour le gouvernement, les enfants des rues doivent être scolarisés. Une société ayant beaucoup d' enfants illettrés est une société sans avenir, sans performances d'emplois et sans performances économiques.	Il faut construire plus d'établissements scolaires notamment dans les milieux ruraux, mieux rémunérer les professeurs et mieux les former. cf voir plus haut sur salaire et nombres d'études	Des savoirs faire dans l'enseignement mais également dans le bâtiment concernant la construction d'école	Comment développer un système éducatif de qualité ?
Il faut compenser la perte de main d'œuvre engendrée par le retour à l'école de l'enfant	Il faut compenser la perte de main d'œuvre engendrée par le retour à l'école de l'enfant par un dédommagement financier aux parents tant que l'enfant va à l'école et une prise en charge totale du matériel scolaire.		Comment convaincre les familles du retour à l'école de leurs enfants ?
Favoriser l'éducation des filles secondaires	Il faut faire évoluer les mentalités sur le statut de la fille / femme	Campagne d'actions	Comment encourager les jeunes filles à retourner à l'école ? Comment les convaincre de l'importance de l'école ?
Limiter le trafic d'enfants que des trafiquants achètent aux familles pauvres.	Cette région rurale est fortement touchée par le trafic et les rapt de petites filles pour de la prostitution soit en Thaïlande soit pour les grandes villes comme Bangkok ou Phnom Penh. Il faudrait une meilleure surveillance policière et des sanctions plus fortes contre ce type de trafic.		Comment convaincre le gouvernement de prendre le problème à bras le corps soit en utilisant l'appareil législatif soit en renforçant les contrôles et les sanctions ?
Une meilleure prise en charge du retour des enfants des rues au sein	Il faut un soutien psychologique fort, un travail avec les familles et une	Enseignants Psychologues	Comment convaincre les familles du retour des enfants ?

de leur famille	scolarisation des enfants afin d'éviter le retour à la rue en les occupants par des activités diverses.	Interprètes pour les futures discussions avec la famille activités ludiques et éducatives.	Comment retrouver les familles ?
La prise en charge des jeunes filles issues de la prostitution	Les jeunes filles ayant suspendu leur scolarité pendant au moins deux ans à cause de la prostitution, elles ont besoin d'un retour à la scolarité particulier avec un soutien psychologique et des cours spécifiques	Psychologues Enseignants Médecins	Comment construire un parcours scolaire spécifique à ces jeunes filles ?
La prise en charge des enfants nés de la prostitution	Une fois en enceinte les jeunes Cambodgiennes sont mises à la rue par leurs proxénètes. Il est donc nécessaire de leur trouver un foyer mais également de prendre soins de leurs enfants.	Médecins Puéricultrice Les jeunes filles doivent être éduquées sur les risques et les mesures préventives nécessaires pour arrêter le développement du HIV/SIDA.	Comment prendre en charge la pré-scolarité des enfants nés de la prostitution ?
L'apprentissage des gestes maternels envers l'enfant	Le jeunes mamans ne connaissent pas forcément les gestes de puériculture et parfois n'ont aucun lien affectif avec leur enfant qu'elles considèrent comme une gêne, une erreur ou une honte.	Puéricultrice Psychologues	Jusqu'où peut-on aider une jeune mère à aimer son enfant ? Que deviennent les enfants que les mères ne veulent plus ?
Renouer les liens entre les jeunes filles et leur famille	L'acceptation de l'enfant né de la prostitution passe aussi par la reconnaissance de cet enfant par la famille de la jeune fille.	Traducteurs-interprètes Psychologues	Comment retrouver les familles de jeunes filles ?
La prise en charge des jeunes filles lorsque celles-ci souhaitent porter plainte.	Il n'y a personne pour soutenir ces jeunes filles dans leur démarches. Certaines sont même encouragées à ne pas le faire.	Traducteurs-interprètes Psychologues Campagnes d'éducation publique qui doivent être	Comment faire comprendre aux jeunes filles l'importance de leur dépôt de plainte ?

		conduites à travers le pays pour que les femmes prennent conscience de l'existence de lois les protégeant.	
Les jeunes filles ont peur de la police	Lors du dépôt de la plainte certains agents de police ont des propos inappropriés ou refusent d'enregistrer celle-ci.	Avocats	Quels type de formation pourrait être mis en place pour les agents de police ?
Peu de plaintes aboutissent à une sanctions / jugement	Certaines jeunes filles refusent de porter plainte car elles savent que le coupable ne sera pas conduit en justice	La police et les officiers légaux doivent faire valoir les lois existantes, qui cherchent à protéger les femmes des violences et abus , et faire cesser le sentiment prévalent d'une culture de l'impunité.	Quel travail pourrait être fait avec le gouvernement pour que les plaintes aboutissent ? Ne peut-on pas envisager une nouvelle législation sur la prostitution ?

ANNEXE N° 2 : Tableau d'études sur les alliés

Alliés / Partenaires	Rôle	Ressources d'action	Stratégie	Interrelations
L'ACPE	Association de lutte contre l'exploitation sexuelle et commerciale des enfants dans le monde	Grand département juridique et fortes connaissances dans ce domaine	Du point de vue juridique l'ACEP peut nous permettre de faire aboutir certaines plaintes	De notre côté nous pourrions les aider dans leur lutte en les informant de l'évolution de la situation du commerce sexuel des enfants au Cambodge, grâce aux témoignages.
Friends-Mit Samlanh	Association protégeant les enfants des rues du Cambodge et qui tente de leur offrir des opportunités pour construire leur futur.	Association déjà implantée au Cambodge et qui travaille essentiellement avec des enfants des rues depuis 1994.	Nous faire part de leur expérience et de leur savoir faire en la matière notamment au niveau de l'approche de ce public spécifique mais également en matière de formation professionnelle car ils forment déjà des jeunes.	De notre côté nous ciblons un public très particulier qui n'est pas forcément dominant parmi leur public et qui permettra d'aider plus de jeunes.
Agir pour les femmes en situation précaire	Association créée en 1997 au Cambodge par Somaly Man, victime de la prostitution.	Association déjà implantée au Cambodge et qui travaille essentiellement avec les victimes de la prostitution depuis 1997.	Nous faire part de leur expérience et de leur savoir faire en la matière notamment au niveau de l'approche de ce public spécifique. Forte connaissance des milieux de la prostitution fort atout pour combattre les réseaux.	De notre côté nous ciblons un public très particulier qui n'est pas forcément dominant parmi leur public et qui permettra d'aider plus de jeunes.
Aide et action	L'association fonde l'ensemble de ses projets sur le droit à une éducation de qualité pour tous.	Cette association a déjà mis en place un projet de pré-scolarisation des enfants des rues de Phnom Penh.	Créer un partenariat afin que les enfants de nos jeunes filles utilisent les écoles créées par Aide et Action	De notre côté nous nous engagerons à fournir des instituteurs supplémentaires mais également des puéricultrices.
Sipar	Association qui lutte contre l'illettrisme et au développement de la lecture scolaire et de la lecture publique	Association déjà présente au Cambodge depuis 20 ans.	Devant la pénurie d'ouvrages en langue khmère pour la jeunesse au Cambodge, le SIPAR a lancé, en 2000, un programme	

			d'édition. L'association pourrait nous fournir en livres et à faible coût pour la nouvelle école.	
PNUD	En 2010 le PNUD a constaté que les fillettes comptent pour les deux tiers de l'ensemble des enfants exclus du système scolaire et que les femmes sont encore et toujours systématiquement soumises à la violence	Moyen de financement	Faire une demande auprès du Fonds d'Affectation Spéciale Thématique pour l'Égalité des Sexes afin que le gouvernement Cambodgien puisse financer des campagnes de prévention et de lutte contre la prostitution.	
UNICEF		Moyen de financement	Faire une demande de financement	
l'Agence française de développement au Cambodge		Moyen de financement	La stratégie d'intervention de l'AFD s'est donc orientée vers le financement des infrastructures urbaines qui ont des effets directs sur l'amélioration des conditions de vie des populations	
L'hôpital Calmette à Phnom Penh	Hôpital Cambodgien	Service hospitalier très moderne en gynécologie et maternité. Situé près de l'Ambassade de France. Une grande partie du personnel a été formé en France ou par des médecins français.	Créer un partenariat avec les médecins et les infirmières	L'association amènera les jeunes filles pour les accouchements
Le gouvernement du Cambodge	Autorité publique de droit	Pouvoir décisionnel important et facilite les démarches administratives.	Étudier avec eux les possibilités d'utilisation d'un bâtiment désaffecté afin de le rénover. Étudier également des financements avantageux (prêt à taux zéro / avantages fiscaux)	Travailler avec eux sur le long terme en matière de prévention et d'avancement législatif

ANNEXE N°3 : Tableau représentant le système scolaire Cambodgien

Enseignement Supérieur	24 ans		Master (2-3 ans)		Nombre d'établissements supérieurs:	34
					Publics:	10
					Privés:	24
	22 ans		Licence (2-3 ans)		Nombre de professeurs:	1 944
Enseignement Général					Publics:	917
					Privés:	1 027
	20 ans		DEUG (2-3 ans)		Nombre d'étudiants:	74 445
					Publics:	25 712
					Privés:	48 733
					Nombre d'écoles de formation professionnelle:	208
					Nombre d'étudiants:	99 534
					Publics:	9 867
					Privés:	89 667
	18 ans		Sélection sur dossier et / ou examen d'entrée Baccalauréat	Formation Professionnelle (3-4 ans)	Nombre de lycées:	212
Enseignement Général		Lycée	12ème		Nombre de classes:	3 165
			11ème		Nombre d'enseignants:	5 630
			10ème		Nombre d'élèves:	153 758
	15 ans		Examen		Nombre de collèges:	486
		Collège	9ème		Nombre de classes:	9 566
			8ème		Nombre d'enseignants:	18 589
			7ème		Nombre d'élèves:	459 986
	12 ans		6ème			
		Primaire	5ème		Nombre d'écoles:	6 603
			4ème		Nombre de classes:	60 985
Ens. Précolaire			3ème		Nombre d'enseignants:	49 603
			2ème		Nombre d'élèves:	2 747 080
			1ère			
	6 ans	Maternelle	Avancé		Nombre d'écoles:	1 238
			Intermédiaire		Nombre de classes:	2 205
Ens. Précolaire			Débutant		Nombre d'enseignants:	2 528
	3 ans				Nombre d'élèves:	72 224

Source : http://perso.univ-lyon2.fr/~mollon/M1FLES/07_08/Cambodge/content/systeme-educ-cambodge.html

ANNEXE N°4 : Tableau d'études sur les adversaires

Adversaires	Poids	Moyens de lutte contre ses adversaires
Trafiquants de jeunes filles	Il s'agit d'un adversaire de taille. De plus, la vision d'un trafic n'est pas clair car les trafiquants sont en mouvements dans tout le pays	Mise en place d'un suivi des enfants via l'Etat civil.
Responsables de bars de prostitution, de karaoké et de maisons closes.	Adversaire de taille également car il s'agit plus de réseaux mafieux que d'établissements isolés.	Augmentation de la répression et plus de présence policière. Augmentation des moyens policiers
Le gouvernement	Adversaire potentiel en ne mobilisant seulement que 1,6% du PIB pour l'éducation.	Injection de fonds
Les coutumes (code de conduite de la femme, appelé " Chbab Srey ")	Ce code pèse lourdement sur les mentalités et rend difficile toute application des mesures politiques en faveur des femmes, en particulier en zones rurales. Les experts ont également relevé l'absence d'une définition claire de la notion de "discrimination à l'égard des femmes" dans la Constitution cambodgienne et l'absence de dispositions dans le droit pénal définissant les infractions dont sont victimes les femmes.	Plus de pression de la part du gouvernement Meilleure implication des autorités policières